

BOLIVIE - Le président Evo Morales parle de l'Amérique latine, de la politique étrangère des Etats-Unis et du rôle des peuples indigènes de Bolivie

Evo Morales, Amy Goodman & Juan Gonzales, Democracy Now !

lundi 6 novembre 2006, mis en ligne par [John Malone](#)

[Vous souhaitez nous aider à améliorer la qualité de ce texte traduit de l'anglais ? Vous êtes les bienvenus ! Plus de détails en fin d'article.]

22 septembre 2006 [Democracy Now ! News Program](#) - Il y a dix mois, Evo Morales a été le centre d'un évènement historique quand il est devenu le premier dirigeant indigène du pays. Lors de son entrée en fonction en janvier, il a annoncé la fin de l'époque coloniale et néolibérale bolivienne. Depuis il a entrepris de nationaliser une partie des ressources énergétiques du pays et a renforcé les liens de la Bolivie avec le Venezuela et Cuba.

Morales d'abord été le leader du syndicat des planteurs de coca et s'est fait connaître par son opposition décidée à l'éradication de la culture du coca financée par les États-Unis. Il a aidé à diriger les manifestations de rue par des groupes d'indiens et de syndicats qui ont renversé les deux derniers présidents.

Le 19 septembre Morales a parlé pour la première fois devant l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York. Il a juré de ne jamais céder à la pression des États-Unis de criminaliser la production de coca. Pendant son discours, il tenait une feuille de coca, bien que ce soit interdit aux États-Unis.

Juan Gonzalez et moi-même [Amy Goodman] nous sommes entretenus avec le Président bolivien Evo Morales durant l'un de ses premiers longs entretiens télévisés aux États-Unis.

Amy Goodman : bienvenue à Democracy Now ! Et aux Etats Unis Mr le Président Evo Morales. Pourquoi avez-vous amené une feuille de coca à l'ONU ?

Président Evo Morales : (traduction) Tout d'abord, merci beaucoup pour cette invitation à parler avec vous aujourd'hui. C'est la première fois que je suis dans ces terres, les États-Unis. Et, comme la feuille de coca a été accusée en permanence d'être une drogue, ainsi donc j'ai amené avec moi une feuille pour démontrer que la feuille de coca n'est pas une drogue. La feuille de coca est verte. Elle n'est pas blanche. Donc je suis venu pour montrer que la feuille de coca n'est pas une drogue et peut être bénéfique pour l'humanité. C'est pourquoi j'étais là bas à la première session ordinaire de l'ONU avec la feuille de coca. Si cela avait été une drogue, j'aurais certainement été arrêté. Nous commençons la campagne pour ramener la dignité à la feuille de coca, en commençant par la décriminalisation de celle-ci.

AG : Comment est-elle utilisée à des fins bénéfiques ? Pourquoi est ce si important pour vous en Bolivie ?

PEM : La feuille de coca fait partie de la culture. Il existe une consommation légale, une consommation traditionnelle, qui est appelée le « piccheo » en Bolivie, le « chaccheo » au Pérou, et le « el mambeo » en Colombie, qui est la mastication traditionnelle du coca. De plus, cette consommation traditionnelle est soutenue par des recherches scientifiques menées par des universités en Europe et aux États-Unis. Il n'y a pas longtemps, une étude de l'université d'Harvard a été publiée qui a dit que c'était très nutritif - c'est

une bonne source nutritionnelle, elle peut non seulement être utilisée par mastication, mais pourrait aussi l'être dans l'alimentation. La dernière étude menée par l'OMS a clairement prouvé que la feuille de coca ne fait de mal à personne.

Et il y a aussi des utilisations rituelles, comprenant la culture Aymara, par exemple, quand vous demandez quelqu'un en mariage, la feuille de coca joue un rôle important dans ce rituel. On pourrait aussi parler d'un certain nombre de produits pharmaceutiques qui proviennent ou sont des dérivés de la feuille de coca. Il y a encore 5, 6, 7 ans, une société américaine avait l'habitude de venir au Chapare pour acheter de la feuille de coca et l'exporter aux États-Unis pour l'utilisation pour la fabrication du Coca Cola. Et on peut penser à de nombreux produits, des produits industriels, qui pourraient être des dérivés de la feuille de coca et seraient bénéfiques à l'humanité.

Juan Gonzalez : Mr le Président, aux États-Unis les électeurs ici sont habitués à ce que les dirigeants fassent beaucoup de promesses, mais quand ils sont au pouvoir, ils ne font pas grand-chose. Depuis que vous êtes devenu Président de Bolivie, vous avez engagé rapidement des réformes. Vous avez diminué votre propre salaire. Vous avez augmenté le salaire minimum de 50%. Quel est le message que vous essayez d'envoyer à votre propre peuple et aux dirigeants d'Amérique Latine en général ?

PEM : Je n'ai jamais voulu être un politicien. Dans mon pays, les politiciens sont perçus comme des menteurs, des voleurs, des gens arrogants. En 1997, ils ont essayé de me convaincre de me présenter comme Président. J'ai rejeté l'idée, même si cela a provoqué des problèmes avec mes propres organisations de terrain. Puis, plus tard, j'ai été obligé de devenir membre de la chambre basse du parlement. Je ne voulais pas non plus en faire partie à l'époque. Je préférais être la tête d'un rat que la queue d'un cheval. Je préférais être à la tête de mes propres organisations luttant pour les droits de l'homme et les droits de leurs membres, et ne pas être impliqué dans des processus électoraux politiques et finir en ne tenant pas les promesses.

Mais ce que j'ai appris pendant cette période dans les années 95, 96, 97, c'est que de s'impliquer en politique c'est de prendre des responsabilités, une nouvelle façon de voir la politique comme au service du peuple, parce que de s'impliquer en politique cela veut dire servir. Et après avoir entendu les demandes, les larges demandes de nos organisations de terrain, j'ai décidé finalement de me présenter comme président.

Et pour les dernières élections, nous avons un programme en 10 points. Et sur ces 10 points, nous en avons déjà réalisés 6. Les mesures d'austérité que vous avez mentionnées il y a peu : j'ai diminué mon salaire de 50%, de même que les ministres et aussi tous les membres du congrès, et cet argent a été redirigé vers la santé et l'éducation, convaincu de l'idée que d'arriver à la présidence cela veut dire que vous êtes là pour servir le peuple. Et nous avons dit que nous allions consulter pour un référendum sur l'autonomie, plus d'autonomie des régions, et nous l'avons fait. 58% de la population a dit non à plus d'autonomie régionale, bien qu'il soit important d'assurer une certaine autonomie des régions et des communautés indigènes.

Nous avons dit que nous allions nationaliser le secteur du gaz et du pétrole. Nous l'avons fait, sans exproprier ou jeter dehors aucune des compagnies. Nous avons dit qu'il était important d'avoir des partenaires, mais pas des patrons. Et nous l'avons fait. Les investisseurs ont le droit de récupérer leurs investissements et de faire des profits raisonnables, mais nous ne pouvons pas autoriser le pillage du pays et que seules les compagnies en bénéficient et pas le peuple. Je viens juste d'une rencontre avec des analystes politiques, des analystes politiques étrangers qui sont ici, et ils semblent comprendre les propositions.

La lutte contre la corruption, c'est un problème majeur dans mon pays. Nous commençons cette campagne de façon agressive, à commencer par les membres de l'exécutif. Le judiciaire n'accompagne pas encore ce processus. Et je peux parler longuement sur ce que nous faisons pour répondre aux problèmes qui se sont accumulés depuis longtemps. Par exemple, les centres pour les traitements des yeux, le travail contre l'illettrisme que nous faisons.

Nous avons aussi fait des progrès pour donner aux personnes des documents légaux, quelque chose que bien souvent les peuples indigènes n'ont pas. Ce sont les problèmes sociaux avec lesquels mes parents ont vécu. Ma mère, par exemple, n'a jamais eu de carte d'identité. Elle ne connaissait pas sa date de naissance. Il y a une anecdote concernant mon père. Un jour j'ai trouvé sa carte d'identité, et il y avait une date de naissance d'inscrite dessus. J'ai dit à ma sœur Esther, « Ok faisons la fête ». Nous connaissons la date de naissance de notre père. Elle a dit qu'elle était très contente. « Oui faisons une fête pour son anniversaire ». Nous avons dit à mon père « nous allons faire une fête pour ton anniversaire ». Et il a répondu « mais je ne sais pas quand c'est ». Nous lui avons montré sa carte d'identité et nous lui avons dit « voilà ta date d'anniversaire ». Et il a répondu avec beaucoup d'amertume : « j'ai du inventé la date quand j'ai été incorporé dans l'armée ». Mon père ne savait pas quand il était né.

Et quand j'ai participé à un grand rallie politique en 1999, pendant les campagnes électorales pour les municipales, et que j'ai demandé à tous ceux présents de lever la main, « qui va voter, », environ 2/3 des gens ont levé la main. Le tiers restant ne l'a pas levée et j'ai dit « qu'est ce qui se passe ici ? Vous n'allez pas voter pour Evo Morales ? » Et ils ont tous dit « nous n'avons pas de carte d'identité, nous n'avons pas de documents ». Et un companero est venu vers moi avec des larmes dans les yeux et a dit « cette société pense que je suis seulement utile pour lever les mains ou donner mon accord, mais que je ne suis pas assez bien pour voter. » Il était du nord de Potosi, sur les hauts plateaux. Il ne savait pas quand il était né. Il n'avait pas d'acte de naissance. Ce sont là les problèmes rencontrés. Mais grâce à quelques pays, nous recevons de l'aide pour délivrer des documents aux gens pour les inclure totalement comme citoyens.

JG : j'aimerais vous demander quand vous vous êtes présenté comme Président, beaucoup de sondages d'opinion dans votre pays annonçaient un soutien de taille mais bien loin de la majorité que vous avez en fait reçue. Donc, c'est clair qu'ils ne tenaient pas correctement compte des sentiments du peuple de votre pays. Pourquoi pensez vous avoir été capable de mobiliser un soutien aussi vaste ?

PEM : Dans notre culture, il y a une loi cosmique. Ne vole pas. Ne ment pas. Ne soit pas paresseux. Vous savez, le peuple sait que je n'ai jamais été à l'université. Je n'ai jamais eu cette chance de pouvoir étudier. Mais néanmoins, depuis mon plus jeune âge j'ai été impliqué dans les luttes sociales. Des 1998, j'étais le principal dirigeant d'une région. Et pendant tout ce temps j'ai du enduré des insinuations, des tentatives pour m'acheter. Mais dans notre culture, l'honnêteté est importante. Je suis toujours convaincu que c'est l'honnêteté qui a fait que je suis arrivé au poste de Président.

En 2002, quand nous avons gagné les élections elles nous ont été volées - je pouvais expliquer cette situation amère en 2002. Mais, à cause de - enfin, à travers les lois électorales, des campagnes sont financées publiquement, et nous avons bénéficié de plus d'un million de \$ pour notre campagne. Il y a toujours des dépenses pendant la campagne, mais nous avons dépensé moins de la moitié, 1/2 million de \$. A la fin des élections, on a fermé les comptes et il restait plus d'un demi million de \$. Et j'ai dit : « nous allons rendre cet argent à la cour électorale nationale, à l'état. » Quelques membres ont dit « mais comment vas-tu rendre l'argent. C'est facile d'acheter des papiers en Bolivie pour produire d'autres documents comptables. » Je me suis mis en colère, et je suis allé moi-même avec quelques autres personnes et nous avons rendu l'argent. Les gens étaient impressionnés.

Je peux aussi raconter d'autres histoires du même genre. Cette année, au cours de l'élection des membres de l'assemblée constituante, que nous avons remportée dans 7 des 9 départements du pays - - au cours des élections nationales qui m'ont porté à la présidence, nous en avons seulement remportées 5 - et dans ce cas là aussi nous avons rendu plus d'un million de \$ des fonds assignés. Certaines personnes qui sont mal informées ont dit que nous aurions du dépenser cet argent pour la santé et l'éducation, mais non, c'est impossible, parce que cet argent est assigné seulement aux campagnes électorales et devait être rendu. L'honnêteté est si importante. Même si les institutions internationales ont dit que la Bolivie est internationalement le deuxième pays le plus corrompu, mais cela concernait les gens qui gouvernaient auparavant.

Je n'ai pas eu ici l'opportunité de parler des boliviens qui ont immigrés aux États-Unis, mais quand j'étais en Argentine et en Europe, j'ai parlé avec des hommes d'affaires qui ont engagé des boliviens là bas et ils

ont tous dit, en Europe et en Argentine, que les boliviens sont honnêtes et travailleurs. Même s'ils n'ont pas de papiers, ils choisissent toujours les boliviens pour travailler même si c'est clandestinement. Ils choisissent les boliviens parce que ce sont de bons travailleurs. J'ai pensé qu'on devrait parler avec les enseignants du second degré pour y créer un cours sur l'honnêteté parce qu'ils disaient que c'est seulement grâce à l'honnêteté qu'on allait remporter la présidentielle.

AG : Président Morales, le président Chavez du Venezuela appelle le président Bush « un démon ». Qu'elle est votre réponse là-dessus ?

PEM : Cela ne m'intéresse pas de faire de commentaire sur des mots échangés entre deux Présidents. Mais je suis convaincu que les personnes qui représentent un courant, ils peuvent être professionnels ou pas, ils peuvent être Présidents ou pas. Ils ont tous de la dignité. C'est une chose de questionner la politique de quelqu'un. Nous avons nos différences. Mais d'attaquer l'image de quelqu'un ou l'offenser directement, je ne pense pas partager cela.

AG : Quel est votre appréciation concernant le Président bush ?

PEM : J'espère que nous pourrions améliorer nos relations avec le gouvernement de Bush. Nous espérons qu'ils pourront accompagner ces transformations démocratiques profondes que nous poursuivons. Nous espérons que nous continuerons à avoir un certain soutien pour les programmes de santé, mais plus spécialement qu'ils pourront accompagner les transformations qui ont lieu en Bolivie.

Les cultures indigènes sont des cultures de dialogue et de vie, pas des cultures de mort et de guerre. J'ai dit publiquement et avec beaucoup de respect que les États-Unis et d'autres pays devraient retirer leurs troupes d'Irak parce que c'est impossible que les envahisseurs, et les envahis, et spécialement les innocents, continuent de mourir. Les conflits devraient être discutés et débattus dans des forums comme aux Nations Unies. Je pense que c'est important de démocratiser l'ONU pour que nous puissions nous occuper de ces problèmes avec humanité, comment sauver la planète, comment éviter des pertes.

Les communautés indigènes vivent en harmonie non seulement avec leurs semblables, mais aussi avec la terre mère. Et nous sommes très inquiets du réchauffement climatique mondial, qui laisse des personnes sans eau. Dans le passé nous avons vu les ressources en eau atteindre un certain niveau, mais il baisse actuellement. Cela veut dire que d'ici peu nous allons avoir de très sérieux problèmes. Sans électricité, nous pouvons vivre avec des lampes, avec des lampes à huile, mais sans eau, nous ne pouvons pas vivre. J'ai vu hier dans un forum sponsorisé par l'ex président Clinton qu'il y a une commission qui étudie les problèmes du réchauffement climatique planétaire.

JG : J'aimerais vous demander, dans beaucoup de pays pauvres dans le monde on dit que le fonctionnaire le plus puissant dans le pays c'est l'ambassadeur américain, mais dans votre campagne, vous avez combattu non seulement contre vos opposants mais aussi contre le rôle de l'ambassade des États-Unis et contre l'ambassadeur américain en Bolivie. Quel est le rôle, d'après vous, que les États-Unis ont joué historiquement non seulement en Bolivie, mais en Amérique Latine ?

PEM : L'arrogance d'un ambassadeur, ou l'arrogance des autres, incluse celle du Président, est toujours une erreur. Cette arrogance crée une rébellion plus grande, une plus grande résistance. En 2002, l'ancien ambassadeur US en Bolivie Manuel Rocha, a dit « ne votez pas pour Evo Morales ». Et après cela, les gens sont venus voter massivement pour moi. J'ai dit qu'il était mon meilleur chef de campagne. Et un certain nombre de choses ont été dites sur ce qui se passerait si je devenais Président, que la coopération internationale serait réduite, que nous n'aurions plus accès aux marchés, mais en fait j'ai été élu Président, et nous avons vu beaucoup plus de soutien de la part d'autres gouvernements.

L'ambassade américaine a essayé d'influencer les changements au niveau du haut commandement militaire. J'ai dit « il n'y aura pas de changement. C'est une décision souveraine que nous prenons. » Donc là-dessus nous avons de vraies différences, mais nous voulons travailler là-dessus. Bien que nous soyons un pays sous développé, nous sommes une nation souveraine, un pays avec de la dignité. L'un des avantages que nous avons c'est que nous avons commencé à ramener la dignité au pays. Le nom Bolivie

est maintenant compris. Nos peuples ont besoin d'un sentiment puissant d'estime de soi. Nous voulons des relations avec tous les pays qui seront basées sur le respect mutuel, des relations de complémentarité, d'équilibre, de solidarité, et pour l'instant, de coopération pour que nous puissions faire les changements que nous essayons de réaliser.

JG : Dans vos nationalisations, dans l'un des groupes des compagnies gazières que vous avez aussi nationalisé il y avait aussi une compagnie brésilienne. Comme avez-vous pu négocier ou résoudre certains de ces problèmes inter régionaux tels ceux de la compagnie brésilienne ayant un important mot à dire sur vos réserves de gaz ?

PEM : D'abord, il y a eu des protestations et de la résistance, même du companero Lula - en fait plus de la compagnie. Il y a eu un meeting d'urgence entre les quatre présidents à Iguassu en Argentine. Nous avons eu un meeting à huit clos entre ces quatre présidents. Sans présence de ministre ni de la presse. C'est la première fois que je le dis à quelqu'un. J'ai été attaqué. Lula s'est montré dur avec moi. « Où est notre partenariat ? Où est cette cordialité ? Pourquoi ne m'as-tu pas consulté avant la nationalisation ? »

Mais je me suis défendu, et j'ai dit que sur la base de sa souveraineté, notre pays avait le droit de prendre des décisions sur le futur de ses ressources stratégiques. Nous sommes généreux. Nous sommes des companeros. Nous sommes solidaires. Et comme mon frère aîné et comme le dirigeant d'un pays plus développé dans la région, nous reconnaissons cela et nous le respectons. Je l'accepte comme un frère plus âgé, parce que lui aussi est un dirigeant syndical. Il est plus âgé que moi. Et comme il est plus âgé que moi, dans la culture indienne nous respectons beaucoup nos aînés. Mais finalement, il a très bien compris, parce que nous n'étions pas entrain d'exproprier ni de jeter dehors Petrobras.

Ce que j'ai expliqué c'est qu'après le décret suprême de la nationalisation, nous avons garanti une sécurité plus grande, parce que les nouveaux contrats allaient être transparents et ratifiés par le Congrès, parce que les contrats précédents étaient gardés sous la table, secrets, et jamais ratifiés par le Congrès. Et nous avons aussi montré techniquement, financièrement, chiffres à l'appui, que les compagnies seraient capables de récupérer leurs investissements et feraient des profits raisonnables. Elles n'auraient pas autant de profits qu'avant, parce que les champs pétroliers les plus grands - excusez moi, pour les champs gaziers les plus grands, les compagnies ne donnaient que 18% de royalties à l'état et prenaient 82% de profit. Mais maintenant, avec la nouvelle loi nous avons changé cela, maintenant c'est 82% pour le gouvernement, pour l'état, et 18% pour les compagnies. Elles restent. Il n'y a pas de problème. Et de ce vaste champ que Petrobras gère, nous avons déjà rentré 150 millions de \$ dans les coffres du gouvernement.

AG : Mr le Président, la Bolivie a fait partie de l'un des 7 pays du Condor qui ont participé aux efforts pour s'opposer aux régimes de ces dernières décennies, dont le fer de lance a été le général Pinochet au Chili. Le régime de Banzer était un allié des États-Unis. En tant que président, vous êtes en mesure de protéger et publier les documents de cette époque peut être des millions de documents. Est-ce que vous vous engagerez à le faire ?

PEM : Nous sommes dans une phase où non seulement nous révélons ces documents mais aussi nous essayons de trouver ce qui est arrivé à ces personnes qui ont été « disparues » sous le Plan Condor. Certains membres du haut commandement militaire de l'armée, qui à l'époque étaient certainement des officiers de bas rang ou des cadets, coopèrent actuellement ? Nous devons rendre sa dignité à l'humanité, mettre fin à l'impunité. Et c'est aussi impératif que l'armée devienne digne aux yeux de la nation. C'est important de noter combien l'image de l'armée s'est améliorée au contact de ma personne dans le pays aujourd'hui. Nous allons continuer avec cette campagne via mon ministre de la justice et révéler, découvrir, clarifier certains faits. Je veux vraiment retrouver les corps de nombreux dirigeants de mineurs et le corps de Marcelo Quiroga Santa Cruz.

AG : Qui était-il ?

PEM : C'était un dirigeant socialiste qui a fait jugé Banzer et qui sous la dictature de Garcia Meza a été mitraillé et ses restes ont disparu. Un intellectuel qui a mené la deuxième nationalisation de notre gaz et

de nos industries pétrolières. Maintenant nous en sommes à la troisième nationalisation.

AG : Pensez-vous qu'Henri Kissinger qui a soutenu Pinochet et les généraux en Argentine et en Amérique Latine devrait être jugé pour crimes de guerre ?

PEM : Je n'en suis pas sûr. C'est quelque chose dont devrait s'occuper les États-Unis mais je voudrais en profiter pour appeler le peuple des États-Unis à nous aider dans nos efforts pour extraditer deux personnes qui ont pratiqué le génocide, qui étaient corrompues sous les administrations précédentes, et qui aujourd'hui sont libres ici aux États-Unis.

AG : Des noms ?

PEM : Gonzalo Sanchez de Lozada, l'ex président, qui en 2003 a été responsable de la mort de plus de 100 personnes fusillées, et de son ministre, Carlos Sanchez Berzain. Nous essayons actuellement d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour l'extraditer, mais cela n'avance pas. On rencontre une certaine résistance ici aux États-Unis. Un gouvernement qui dit qu'il combat le terrorisme, pour les droits de l'homme, contre la corruption, ce n'est pas acceptable que cette personne se trouve encore ici. Aussi nous demandons au peuple, au gouvernement, et à toutes les organisations des droits de l'homme de nous aider pour cela.

JG : J'aimerais vous demander vous avez à plusieurs occasions mentionné vos origines indigènes dans votre mouvement. À travers toute l'Amérique Latine actuellement, 500 ans après la conquête européenne, les peuples autochtones du Mexique, du Pérou, de Colombie, de Bolivie, jouent un plus grand rôle politiquement. Quelle est l'importance de ce mouvement en Amérique Latine ?

PEM : Ils ont été exclus pendant plus de 500 ans, exploités dans bien des cas - pendant plus de 500 ans ils avaient tous les droits. J'ai mentionné à l'ONU qu'il y a 34 ans ma mère n'avait pas le droit de marcher à travers les espaces publics, sur les bas côtés, dans les places publiques. Et il y a des secteurs racistes et fascistes à Santa Cruz, qui ne veulent pas que ces personnes entrent dans les espaces de foires aujourd'hui. Et c'est une sorte de foire aux producteurs, de même que d'éleveurs de bovins, et cela a toujours été inauguré par le président et ils sont en colère parce que le président, le président Aymara ne va pas l'inaugurer.

Ainsi il y a ce sentiment fort des personnes exclues, des personnes discriminées qui s'unissent non pas pour se venger contre quiconque ni pour opprimer ou pour soumettre quelqu'un, mais pour aller au-delà de notre lutte pour la reconnaissance, nous avons obligation que nos droits soient entièrement respectés. La pensée des peuples indigènes n'est pas tournée vers l'exclusion. Je peux vous parler de l'expérience de Ayama, les Quechua des hauts plateaux et des vallées en Bolivie, comment ils accueillent les gens, ne les excluent pas. C'est ce secteur qui a été discriminé. On nous a traité de tous les noms. De noms d'animaux. Manuel Rocha m'a appelé une fois le Talibane des Andes. Mais fondamentalement, nous voulons que nos droits soient respectés. C'est notre lutte.

AG : Une question sur - une toute dernière question, et ce sera tout, Mr le Président, vous avez dit que l'ambassadeur, l'ambassadeur des États-Unis a dit que les gens ne devraient pas voter pour vous. Est-ce que vous pensez que l'US finance des groupes qui s'opposent à vous ?

PEM : Je n'ai aucune preuve documentée, bien que le dirigeant de l'USAID pour l'Amérique Latine a dit qu'ils allaient financer une opposition politique pour nous contrebalancer.

AG : Et votre réponse ?

PEM : C'est le problème auquel nous sommes confrontés. S'il y a des financements américains, cela doit être coordonné à travers nos autorités municipales et aussi nos autorités nationales. Ces soutiens économiques qui viennent de l'USAID par exemple qui proviennent des impôts des contribuables ici aux US, doivent être utilisés à des fins sociales et non politiques, ni pour la corruption. Et pourquoi je mentionne la corruption ? Et nos maires par exemple au Chapare peuvent construire un terrain de sport

merveilleux pour 30 000 bolivianos. USAID le fait pour 90 000. Avec cet argent nous pourrions en construire 3 et non pas 1. Nous voulons que ces fonds soient bien utilisés et bénéficient à nos jeunes.

AG : Mr Le Président merci beaucoup.

JG : Merci.

PEM : Merci beaucoup pour cette entrevue. Salutation spéciale au peuple des États-Unis, et merci pour m'avoir accueilli dans cet espace de parole. A mon arrivée ici aux États-Unis j'ai rencontré beaucoup d'amis. J'ai parlé avec les ex présidents Carter et Clinton. Nous avons eu une bonne conversation. Et il semble que le monde des affaires commence à comprendre notre message, que nous voulons des partenaires et non pas des patrons. Et merci beaucoup pour cet entretien.

Entrevue télévisée diffusée le 22 septembre par Democracy Now !. Ce texte est la traduction de la transcription publiée sur leur site :

<http://www.democracynow.org/article...>

Traduction réalisée par l'équipe de [Planète non-violence](#) et publiée [ici](#).

APPEL à COLLABORATIONS : la traduction publiée ici est très loin d'être parfaite. Elle a cependant le mérite d'exister, grâce au travail de Planète non-violence. Si vous souhaitez la retravailler, vous êtes les bienvenu-e-s. Envoyer le texte revu et amélioré à redactionATalterinfos.org. Merci d'avance pour votre aide.